



State of Michigan Attorney General Dana Nessel

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE:

Jeudi 26 mars 2020

Message du Procureur général Dana Nessel aux habitants du Michigan: Connaissez vos droits en matière d'emploi.

LANSING – Le département du Procureur général du Michigan a créé une section intitulée Connaissez vos droits en matière d'emploi sur le site Web du département pour fournir des informations et des réponses aux questions sur les droits légaux des employés et des employeurs en vertu du décret du gouverneur général Gretchen Whitmer intitulé *Stay Home, Stay Safe*, a annoncé aujourd'hui le procureur général Dana Nessel.

Le site Web fournit également des informations sur les types d'employés qui sont considérés comme « travailleurs dans les infrastructures essentielles » en vertu de l'ordonnance, et qui sont par conséquent autorisés à travailler à l'extérieur du domicile, ainsi que les questions fréquemment posées sur les droits des employés et les responsabilités de l'employeur, et les pratiques suggérées pour les forces de l'ordre et les procureurs. .

L'ordonnance intitulée *Stay Home, Stay Safe* a été émise pour ralentir la propagation de la maladie du coronavirus 2019 (COVID-19) et pour protéger la santé publique et le bien-être des résidents du Michigan. Les violations délibérées de l'ordonnance peuvent entraîner une amende de 500 \$ et / ou 90 jours de prison pour chaque violation.

"Le décret et les autres lois des États offrent certaines protections aux employés dans cette situation en évolution rapide, et il est important que chaque résident comprenne ses droits", a déclaré Nessel. "Certainement, alors que cette pandémie continue, de nouveaux défis et questions surgiront, mais nous sommes convaincus qu'il n'y a rien que nous ne puissions surmonter si nous travaillons tous ensemble "

En vertu du décret du Gouverneur intitulé *Stay Home, Stay Safe*, le travail en personne qui n'est pas nécessaire pour maintenir ou protéger la vie des personnes est interdit. À moins qu'un employé n'ait été désigné par son employeur comme travailleur des infrastructures essentielles, il ne peut être contraint de travailler à l'extérieur du domicile. Une violation délibérée de ce décret constitue un délit et doit être signalée aux forces de l'ordre dans la juridiction où l'infraction a été commise.

En outre, la loi du Michigan interdit aux employeurs de discriminer les employés pour avoir exercé tout droit qui peut leur être accordé en vertu de la loi sur la Sécurité et la Santé au Travail du Michigan (MIOSHA). En général, la loi du Michigan oblige les employeurs à fournir à chaque employé « un lieu de travail exempt de risques reconnus qui causent ou sont susceptibles de causer la mort ou des blessures graves à l'employé ».

Si un employé pense que son employeur ne prend pas les précautions nécessaires pour protéger les employés contre l'exposition à des menaces diverses, il peut apprendre [à déposer une plainte auprès de MIOSHA en ligne](#).

Un résumé des activités que les gens peuvent ou ne peuvent pas faire en vertu du décret intitulé Stay Home, Stay Safe [peut être trouvé en ligne ici](#), [le texte du décret est aussi disponible ici](#), et les réponses aux [questions fréquemment posées sur le décret sont disponibles ici](#).

Cliquez ici pour consulter le rapport du procureur général [Connaissez vos droits en matière d'emploi](#) sur notre site internet.

Le bureau du procureur général continuera de recevoir et d'évaluer les plaintes des consommateurs pour augmentation de prix et escroquerie, mais les autres violations de décrets doivent être signalées aux forces de l'ordre dans la juridiction où l'infraction présumée a été commise. Les plaintes pour augmentation de prix et escroquerie peuvent être [signalées en ligne à l'équipe de protection des consommateurs du procureur général](#) ou en appelant le 877-765-8388.

Quiconque s'interroge sur l'interprétation d'un décret doit d'abord examiner ces décrets et les rubriques Questions-Réponses figurant sur le site Web de [l'État consacré au COVID-19](#). Un lien vers ces pages et des informations supplémentaires peuvent également être trouvés via le [Site Web du procureur général](#).

Si aucune réponse n'est trouvée, les demandes d'interprétation d'un décret peuvent être [envoyées par courrier électronique](#) au département du Procureur général du Michigan.